



Marché n°2025CYCPU0S19

Prestations d'ostéopathie à destination des étudiants de CY CERGY PARIS UNIVERSITE

Cahier des clauses particulières (CCP)

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Sommaire

PREAMBULE	3
Article 1 : Objet du marché – Dispositions générales	3
Article 2 - Documents contractuels.....	7
Article 3 – Engagements du titulaire	8
Article 4 – Confidentialité	9
Article 5 – Modalités d’exécution	10
Article 6 – Constatations de l’exécution des prestations	11
Article 7 – Prix et règlement des factures	11
Article 8 – Pénalités.....	15
Article 9 - Résiliation - Exécution aux frais et risques	15
Article 10 – Litiges et juridiction compétente.....	16
Article 11 – Dérogation aux documents généraux	16

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

PREAMBULE

Le présent marché est passé en application du Code de la commande publique - désigné « le Code » dans le présent document - regroupant les deux textes suivants :

- *L'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique (articles précédés d'un L.) ;*
- *Le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (articles précédés d'un R.).*

Article 1 : Objet du marché – Dispositions générales

1.1 – Identification de l'Acheteur

Acheteur :

CY Cergy Paris Université
33, boulevard du port
95011 Cergy-Pontoise Cedex

Représenté par :

Le Président de l'Université, Monsieur Laurent Gatineau

Comptable assignataire :

L'agent comptable de l'Université

1.2 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet de proposer aux étudiants de CY CERGY PARIS UNIVERSITE l'accès gratuit à des consultations individuelles avec un(e) ostéopathe en présentiel.

Ce contrat est un marché public de services au sens de l'article L.1111-4 du code de la commande publique.

1.3 – Contexte

Dans un contexte de fragilité grandissante de la population étudiante suite à l'impact des différents confinements et de la crise écologique, la demande de prestations d'ostéopathie des étudiants a fortement augmenté.

Une partie des demandes des étudiants de CY CERGY PARIS UNIVERSITE est assurée par le service médical universitaire.

En raison de l'augmentation de la population étudiante, l'Université a besoin d'un dispositif supplémentaire sur site fin de répondre rapidement aux différents besoins de soutien et d'accompagner des étudiants.

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

1.4 – Définition des besoins

Les attendus sont les suivants :

1.4.1 – Consultations pour CY CERGY PARIS UNIVERSITE

Le titulaire réalise des consultations d'ostéopathie pour les étudiants de CY CERGY PARIS UNIVERSITE qui le souhaitent.

Ces consultations auront lieu durant toute l'année civile, du 1^{er} janvier au 31 décembre et en dehors des périodes de vacances des étudiants : 1 semaine début novembre, 2 semaines en fin d'année, 1 semaine en février, 2 semaines aux vacances de printemps.

Le Service de Santé Etudiante met à disposition du titulaire un bureau de consultation sur chaque site de CY.

Les prestations d'ostéopathies (13 consultations au maximum par journée et par site, 45 minutes par consultation) sont assurées si besoin simultanément en présentiel sur les différents sites de CY CERGY PARIS UNIVERSITE.

Les consultations auront lieu :

- Le lundi sur le site de Neuville Bâtiment E, 1^{er} Etage Maison des Etudiants - 5 Mail Gay Lussac Neuville sur Oise - 95031 Cergy Pontoise.
- Le mercredi sur le site de Saint-Martin - Bâtiment D - Niveau 2 situé 2 avenue Adolphe Chauvin- 95302 Cergy.
- Tous les jours sur le site des Chênes - Tour des Chênes, 1^{er} étage - 33 Boulevard du Port - 95011 Cergy Pontoise.
- Le mardi sur le site de Saint-Germain-En-Laye - 5 rue Pasteur - 78100 St Germain en Laye.

Volume estimatif annuel de consultations en présentiel : 1331 séances.

L'ouverture des consultations ne garantie pas la prise de rendez-vous par les étudiants. Seules les consultations réalisées sont payées.

Les consultations peuvent être annulées par les étudiants jusqu'à l'heure du rendez-vous.

1.4.2 – Nature de l'intervention

Lors du premier rendez-vous, l'ostéopathe accueille et fait une évaluation de la situation avant de formuler avec l'étudiant des objectifs.

L'ostéopathe, après diagnostic ostéopathique, effectue des mobilisations et des manipulations pour la prise en charge des dysfonctions ostéopathiques du corps humain.

Ces manipulations et mobilisations ont pour but de prévenir ou de remédier aux dysfonctions en vue de maintenir ou d'améliorer l'état de santé des personnes, à l'exclusion des pathologies organiques qui nécessitent une intervention thérapeutique, médicale, chirurgicale, médicamenteuse ou par agent physique.

Avec l'accompagnement, l'étudiant acquiert des outils lui permettant de (re)trouver un équilibre et de s'investir plus sereinement dans sa vie universitaire. En cas de besoin, l'ostéopathe peut également

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

l'orienter vers une prise en charge spécifique locale (professionnel, établissement de santé, association, etc.).

1.4.3 – Organisation

Le titulaire assure l'organisation et la supervision de l'ensemble des phases du projet, sur les plans logistiques, matériels et humains, c'est-à-dire :

- La réunion de présentation auprès des membres du personnel du service de santé des étudiants et la réunion de bilan annuel.
- L'encadrement d'un(e) ostéopathe et les problématiques liées aux jeunes adultes, le cas échéant.
- La mise en place et la gestion opérationnelle des dispositifs y compris la gestion des ressources humaines afférentes (absences et remplacements éventuels).
- Un conseil ponctuel à la demande sur des questions relatives à des inquiétudes ou situations complexes d'étudiants, par un(e) ostéopathe référent.
- Le calendrier des consultations/interventions est déterminé après attribution du marché en lien avec le Service de Santé Etudiante de CY CERGY PARIS UNIVERSITE.
- En cas d'absence, l'ostéopathe doit trouver un remplaçant sous peine d'application des pénalités prévues à l'article 8 du CCP.

1.4.4 – Interventions ponctuelles de présentation des prestations d'ostéopathie

Le titulaire peut être amené à réaliser des interventions très ponctuelles en stand de prévention auprès des étudiants d'une durée maximale de 10h.

Le titulaire doit amener son matériel lors de ses interventions (lit pliable, tête, drap d'examen).

Les interventions pourront avoir lieu sur les sites suivants :

- Site de Neuville - 5 Mail Gay Lussac, Neuville sur Oise - 95031 Cergy Pontoise.
- Site de Saint-Martin - 2 avenue Adolphe Chauvin - 95302 Cergy.
- Site des Chênes - 33 Boulevard du Port - 95011 Cergy Pontoise.

1.4.5 – Qualification

Conformément à la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé, qui prévoit dans son article 75 que « l'usage professionnel du titre d'ostéopathe (...) est réservé aux personnes titulaires d'un diplôme sanctionnant une formation spécifique à l'ostéopathie (...) délivrée par un établissement de formation agréé par le ministre chargé de la santé dans des conditions fixées par décret. »

Le décret n° 2007-435 du 25 mars 2007 relatif aux actes et aux conditions d'exercice de l'ostéopathie définit le champ de compétences des ostéopathes en précisant notamment les « actes autorisés ».

L'ostéopathe doit posséder un numéro ADEL (Abréviation d'Automatisation Des Listes) ou RPPS **Répertoire Partagé des Professionnels de Santé** confirmant son inscription en tant que professionnel de santé.

L'intervenant doit également justifier d'une expérience professionnelle adaptée au besoin.

1.5 – Allotissement – Décomposition de la consultation

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Conformément à l'article L.2113-11 du Code, le marché n'est pas alloté car la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.6 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée d'un an, à compter du 1^{er} janvier 2026 ou à compter de sa date de notification si elle est postérieure. Il pourra être reconduit trois fois de manière tacite par l'université, par période de douze mois, sans que sa durée totale n'excède quatre ans.

Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction.

Aucune résiliation par le titulaire en cours d'exécution n'est admise.

La non reconduction éventuelle sera prise par décision expresse de l'acheteur et sera notifiée par voie dématérialisée, via la Place, ou par lettre recommandée avec accusé de réception au moins un (1) mois avant l'expiration de la période annuelle en cours.

Aucune indemnisation ne sera accordée en cas de non reconduction de l'accord-cadre.

1.7 – Forme du marché

Le présent marché est passé sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire.

Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, conformément aux articles L.2125-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Le montant maximal annuel de l'accord-cadre est de 80 000 € HT conformément à l'article R2162-4-1. A titre indicatif, le montant estimatif annuel est de 40 000 € HT.

L'accord-cadre ne comprend pas de montant minimal.

Le présent accord-cadre est un marché public conclu à prix unitaires.

Le présent contrat est un marché public de services au sens des articles L.1111-4 du Code.

1.8 – Options

Le présent marché ne comporte aucune tranche optionnelle.

Si nécessaire, l'Université se réserve la possibilité de recourir aux dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique pour la réalisation de prestations similaires.

Le présent marché public pourra faire l'objet de reconductions dans les conditions définies à l'article 1.6 du présent cahier des clauses particulières.

1.9 – Sous-traitance

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

En application des articles L.2193-1 et suivants du Code, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu de l'Université l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de son paiement.

➤ Déclaration lors du dépôt de l'offre

Ainsi, l'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, doit indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Le candidat fournit au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant les éléments suivants :

- La nature des prestations sous-traitées.
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé.
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant.

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variations des prix.
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d'accéder aux marchés publics.

Si le montant de la sous-traitance apparaît anormalement bas, l'Université met en œuvre les dispositions des articles L.2193-8 et suivant du Code.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

➤ Déclaration en cours d'exécution du marché

Conformément à l'article R.2193-3 du Code, la présentation d'un sous-traitant peut également être effectuée en cours d'exécution du marché.

Dès lors, le titulaire remet contre récépissé à l'Université ou lui adresse par lettre recommandée, avec avis d'accusé réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés ci-dessus.

Dans cette hypothèse, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial (formulaire DC4 disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

1.10 – Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG FCS, le titulaire doit justifier, à la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

A défaut, le titulaire s'expose à la résiliation de l'accord-cadre conformément à l'article 41.1 du CCAG FCS.

1.11 – Unité monétaire

L'acheteur choisit l'euro comme monnaie de compte.

Article 2 - Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, énumérées dans l'ordre de prévalence décroissante :

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

- L'Acte d'attribution valant engagement (AE) et son annexe financière, le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) :
- Le cahier des clauses particulières (CCP).
- Le cahier des clauses administratives générales issu de l'arrêté du 30 mars 2021 applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (JORF n°0078 du 1 avril 2021).
- L'offre technique du titulaire.

Toute documentation quelconque du titulaire contraire aux dispositions des autres pièces constitutives de l'accord-cadre est réputée non écrite.

En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure.

En cas de divergences entre les documents détenus par les parties, seul les documents détenus par l'Université font foi.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tout texte administratif national ou local applicable dans le cadre de l'exécution du présent marché et, d'une manière générale, de tout texte ou toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Le titulaire s'engage à respecter les normes en vigueur.

Le titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG-FCS bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent marché.

Article 3 – Engagements du titulaire

Le titulaire s'engage à exécuter le marché avec diligence et à consacrer les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution sur la durée du marché, notamment :

- en mettant en œuvre tous les moyens dont il dispose pour garantir la bonne réalisation des prestations visées dans le présent cahier des clauses particulières dès son démarrage ;
- en employant des ostéopathes qualifiés conformément à l'article 1.4 du CCP;
- en garantissant la déontologie des professionnels par la mise en place de contrôles internes.
 - o S'assurer que les ostéopathes exercent leur profession dans le respect des principes déontologiques : indépendance, probité, confidentialité, respect du patient, non-discrimination.
 - o Procédures de recrutement : vérification des diplômes, inscription au registre ADEL ou RPPS, absence de condamnations incompatibles avec l'exercice.
 - o Audits internes de dossiers patients (traçabilité, respect du consentement, confidentialité),

Le titulaire s'engage à effectuer :

Organisation et traçabilité

- La tenue d'un registre des séances (date, bénéficiaire, durée, nature de l'intervention).
- La mise en place d'un système de prise de rendez-vous transparent et traçable via le logiciel Calcium

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Qualité des prestations

- Le nombre de séances (durée, fréquence) conformément au CCP.
- Une utilisation exclusive de techniques manuelles non invasives.
- Des échanges auprès des étudiants pour recueillir un retour d'expérience des étudiants bénéficiaires (questionnaire de satisfaction).

Suivi administratif et financier

- La facturation conforme au contrat (tarifs, périodicité, pièces justificatives).
- Des contrôles sur la cohérence des prestations et factures.

Évaluation et amélioration continue

- Des réunions de suivi avec l'acheteur pour ajuster si nécessaire.
- Une mise en place d'indicateurs (taux de présence, satisfaction).

Le titulaire est tenu de signaler à CY CERGY PARIS UNIVERSITE tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Article 4 – Confidentialité

1 - Traitement des données

Le titulaire s'engage dans le cadre du présent marché à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données » ou « RGPD »).

Au sens du RGPD et dans le présent article, CY Cergy Paris Université est désignée comme étant le responsable de traitement et le titulaire est désigné comme le sous-traitant.

Le titulaire (le sous-traitant) garantit au responsable de traitement la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement des données qu'il peut être amené à réaliser dans le cadre du présent marché réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données.

Le titulaire (le sous-traitant) déclare qu'il est, et avec lui son personnel, seul destinataire des données faisant l'objet des traitements accomplis par lui-même pour le compte du responsable de traitement.

La finalité du traitement des données à caractère personnel est la réalisation des prestations objets du présent marché public.

Le titulaire (le sous-traitant) s'engage à :

- Traiter les données ayant un caractère personnel uniquement pour la seule finalité décrite ci-dessus et ne les conserver que pour la durée nécessaire à leur traitement ;
- Traiter les données qu'il recueille conformément aux instructions du responsable du traitement et figurant dans les documents contractuels du présent marché ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel respectent la confidentialité ;

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

- Aider le responsable du traitement, dans la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes dont il est saisi par les personnes souhaitant exercer leurs droits en vertu du RGPD ;
- Selon le choix du responsable du traitement, supprimer toutes les données à caractère personnel ou les renvoyer au responsable du traitement au terme de la prestation de services relative au traitement, et détruire les copies existantes.

2 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par tous moyens.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

3 - Confidentialité

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants et/ou ses fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a, ou aura eu la connaissance durant l'exécution de l'accord-cadre.

Il est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents, ou éléments ne soient divulgués à un tiers.

En aucun cas les termes du présent accord-cadre ne constituent un obstacle à la demande de dommages et intérêts et à la poursuite judiciaire du titulaire par l'acheteur en cas de violation par le titulaire des présentes dispositions relatives à la confidentialité.

Article 5 – Modalités d'exécution

Le présent marché est composé d'une partie forfaitaire. La demande de règlement de cette partie se fait sur présentation de factures.

Le présent marché est également composé d'une partie à bons de commande (hors forfait). Les commandes sont émises au fur et à mesure des besoins de l'Université sans qu'aucun minimum de commande ne puisse être imposé à l'acheteur.

La notification des bons de commande émis par le logiciel SIFAC s'effectue par courriel.

Ces bons de commande prendront effet à compter de leur notification au titulaire.

Les bons de commande devront mentionner :

- Le numéro du bon de commande ;
- La référence du présent marché public ;
- La désignation des prestations commandées ;
- La quantité ;
- Le lieu d'exécution ainsi que les horaires ;

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

- Le nom de la personne à contacter ;
- Le montant de la commande (avec mention HT, TVA et TTC).

Conformément à l'article R. 2162-5 du Code, les bons de commande ne peuvent être émis que durant la période de validité du marché. L'Université ne peut fixer une durée telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

Article 6 – Constatations de l'exécution des prestations

En application des articles 27 à 30 du CCAG-FCS susvisé, les opérations de vérification ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction et de rejet sont effectuées par l'Université.

Article 7 – Prix et règlement des factures

7.1 – Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les prestations sont financées dans le cadre du budget de l'Université et feront l'objet d'un mandat administratif.

Le délai de paiement applicable au présent marché est de 30 jours dès réception par CY de la facture établie par le titulaire.

7.2 – Contenu des prix

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont réglées par application des prix mentionnés au sein du BPU

En ce qui concerne les prix, ils sont fermes pour la première année puis révisables annuellement à chaque renouvellement de l'accord-cadre, dans les conditions fixées à l'article 7.3 du présent CCP.

Conformément à l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, notamment les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Aussi, en cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, de l'entrepreneur et de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles, au moment de l'établissement des dites factures.

Le taux de TVA des factures afférentes au présent accord-cadre est celui applicable au moment de l'établissement des dites factures.

7.3 – Révision des prix

La révision des prix s'opère en baisse comme en hausse.

➤ Formule de révision des prix

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Les prix du présent marché public sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix seront révisés à chaque reconduction du marché par référence à l'indice ICHTrev-TS activités spécialisées, scientifiques, techniques (Base 100 en décembre 2008, Identifiant 001565195), par application de la formule suivante :

$$Pr = Po \times (I/I0)$$

Avec :

Pr = Nouveau prix révisé ;

Po = Prix initial au moment de la date limite de remise des offres pour la première révision puis, pour les révisions suivantes, le prix en euros hors taxes résultant de la révision précédente ;

I= Valeur de l'indice de référence connue et publiée au moment de la révision des prix ;

I0 = Valeur de l'indice de référence connue et publiée au moment de la date limite de remise des offres puis lors de la date de la précédente révision.

Le résultat des calculs est arrondi au 1/1000^e supérieur.

Dans l'hypothèse où les outils utilisés pour procéder à la révision des prix sont modifiés ou supprimés de telle manière que le titulaire n'est plus en mesure d'ajuster les prix, de nouveaux outils pourront être définis par avenant.

➤ Modalités de révision des prix

Les prix sont révisés à la hausse ou à la baisse à chaque reconduction du marché.

A chacune des échéances prévues ci-dessus, les prix sont révisés sur demande écrite du titulaire ou à l'initiative de l'acheteur.

Le titulaire s'engage à faire parvenir à l'université, par lettre recommandée ou par voie électronique avec accusé de réception, les nouvelles annexes financières avec un préavis de deux (2) mois avant la date de renouvellement de l'accord-cadre.

Ces nouvelles annexes financières font ressortir le pourcentage d'augmentation ou de minoration par rapport aux prix initiaux.

Celles-ci doivent être transmises à l'Université par lettre recommandée avec avis de réception à l'adresse email suivante : marche@ml.u-cergy.fr

Si la demande est initiée par l'Université, elle s'engage à faire parvenir au titulaire sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE), le compte-rendu de l'évolution de l'indice de révision utilisé. Cette demande sera initiée au moins deux (2) mois avant la date de renouvellement de l'accord-cadre. Le titulaire ne pourra pas refuser la diminution du prix.

L'Université dispose d'un délai de 30 jours calendaires (la date portée sur l'accusé de réception faisant foi) pour accepter ou refuser les nouveaux prix unitaires. Au-delà de ce délai, le silence de l'administration ou du titulaire vaut acceptation des nouveaux prix.

Ces derniers sont annexés aux prix initiaux et prennent effet à compter de la date prévue pour l'application de la révision.

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

En cas de non-respect des délais de transmission, les prix sont tacitement reconduits pour la nouvelle période du marché.

Si le titulaire ou l'acheteur ne transmettent pas de proposition de nouveaux prix, les prix précédemment appliqués restent en vigueur jusqu'à la prochaine date de révision.

➤ Hausse excessive des prix dans le cadre de la révision des prix annuelle

Clause de sauvegarde :

L'établissement pourrait décider la résiliation sans indemnité de la partie non exécutée des prestations du présent marché si l'augmentation du prix, opérée dans le cadre de la révision de prix, excède les 3% par rapport aux prix définis durant la période précédente.

Dans cette hypothèse, la décision de la résiliation comportera un délai de préavis afin d'entreprendre une nouvelle mise en concurrence.

Au cours de la période courant de la notification au titulaire de la décision de résiliation et la date d'effet de cette dernière, le prix ancien continue d'être pratiqué. Toutefois, l'établissement ne peut, durant cette même période, maintenir un rythme de commandes supérieur à celui observé sur une période comparable précédente.

7.4 – Décomptes

Les factures seront établies, une fois le bon de commande entièrement exécuté.

Le paiement s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG FCS.

Les factures sont rédigées en français et exprimée en euros.

Elles sont établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro de référence complet du bon de commande ;
- Les prestations exécutées et leur quantité ;
- Le montant HT ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant TTC ;
- La date de facturation.

Facturation électronique :

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des articles D2192-1 et suivants du Code.

Le titulaire a plusieurs possibilités :

- 1- Envoyer sa facture à partir d'un système tiers :

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

- Par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;
- En utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service).

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

2- Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir sa facture directement sur le portail Chorus Pro.

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>
et <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :
<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/> rubrique « nous contacter ».

Pour déposer les factures sur le portail Chorus Pro, il est nécessaire de renseigner les éléments suivants : numéro SIRET de l'établissement (**CY Cergy Paris Université : 130 025 976 00015**), n° d'engagement juridique (numéro du bon de commande SIFAC).

Important :

Le numéro SIRET stipulé dans l'acte d'attribution valant engagement doit explicitement être identique à celui qui est utilisé pour permettre le dépôt des factures via le portail CHORUS PRO. Toute incohérence générera automatiquement un rejet des factures par l'agence comptable de CY CERGY PARIS UNIVERSITE.

7.5 – Délai global de paiement et intérêts moratoires

Le délai de paiement applicable au présent marché est de 30 jours dès réception à l'Université de la facture établie par le prestataire et après vérification du service fait.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour du calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 40€.

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Le comptable assignataire est l'agent comptable de CY Cergy Paris Université.

7.6 – Retenue de garantie

Il ne sera pas opéré de retenue de garantie.

7.7 – Avance

Sans objet.

7.8 – Acomptes

A la demande du titulaire et conformément aux dispositions du Code de la commande publique, des acomptes trimestriels peuvent être versés. Ils ne peuvent être supérieurs à la valeur des prestations réalisées. Le titulaire justifie de cette valeur par tous moyens.

Article 8 – Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, en cas d'application des pénalités, celles-ci sont cumulables et non plafonnées. Elles sont dues dès le 1er euro et commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable.

En cas de consultation (en présentiel) non assurée ou dont la durée n'est pas conforme à celle prévue, le titulaire s'expose à l'application d'une pénalité de 100 € par constat de manquement.

Article 9 - Résiliation - Exécution aux frais et risques

Dans les cas prévus dans le présent CCP, CY Cergy Paris Université peut résilier à tout moment le présent marché en faisant exécuter les prestations par un tiers de son choix aux frais et risques du titulaire. La résiliation prend effet à la date de la notification de la décision et ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités au profit du titulaire.

Le présent marché peut également être résilié par CY Cergy Paris Université, de plein droit et sans indemnité, si le titulaire ne peut exécuter les prestations dans les conditions prévues. Si l'université fait appel à un autre fournisseur pour assurer la continuité des prestations, le surcoût éventuel est porté à la charge du titulaire.

9.1 – Résiliation pour événements extérieurs au marché public

Ce marché public peut être résilié en raison d'événements extérieurs au marché public (conditions définies à l'article 39 du CCAG-FCS).

9.2 - Résiliation pour événements liés au marché public

Ce marché public peut être résilié en raison d'événements liés au marché public (conditions définies à l'article 40 du CCAG-FCS).

La résiliation du marché public consécutive à un événement lié au marché public n'entraîne aucune indemnisation en faveur du titulaire.

9.3 – Résiliation pour mauvaise exécution

L'Université peut résilier le présent marché public, pour faute ou aux torts exclusifs du titulaire (avec exécution à ses frais et risques) dans les cas suivants :

- Dans les hypothèses définies à l'article 41 du CCAG-FCS ;
- Si le titulaire ne respecte pas les obligations de confidentialité ;
- En cas de non-respect des obligations et/ou missions telles que définies dans les documents particuliers (CCP ou offre technique du titulaire).

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, cette résiliation pourra intervenir sans mise en demeure préalable assorti d'un délai d'exécution.

Dans le cas où la résiliation est consécutive à une carence du titulaire, ce dernier ne pourra en aucun cas prétendre à indemnité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en cas de défaillance du titulaire, de faire exécuter ces prestations à ses frais et risques (résiliation du marché public aux torts du titulaire et exécution à ses frais et risques), conformément à l'article 45 du CCAG-FCS.

9.4 – Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, le présent marché peut être résilié pour motif d'intérêt général, sans versement d'indemnité de résiliation, après information du titulaire dans un délai raisonnable.

Toutefois, le titulaire a le droit d'être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

La résiliation pour motif d'intérêt général ne peut résulter que d'un courrier exprès adressé au titulaire avec avis de réception.

Article 10 – Litiges et juridiction compétente

En cas d'échec de la procédure de conciliation définie par les articles R. 2197-1 et suivants du Code, le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise est seul compétent pour juger des litiges pouvant naître de l'application ou de l'interprétation des clauses du présent marché.

Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise

2/4 Boulevard de l'Hautil

95000 CERGY-PONTOISE

Tél : 01.30.17.34.00

Fax : 01.30.17.34.59

Article 11 – Dérogation aux documents généraux

Il est fait dérogations aux articles suivants :

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

L'article 1.10 du présent CCP déroge à l'article 9 du CCAG-FCS.

L'article 2 du présent CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 8 du présent CCP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 9.3 du présent CCP déroge à l'article 41.2 du CCAG-FCS.

L'article 9.4 du présent CCP déroge aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS.